



Victorieux le 29 mai 2005 au référendum européen, Le camp du NON populaire peut GAGNER les élections de 2007 !

Le camp du NON au référendum européen est celui de tous les travailleurs et progressistes de notre pays qui ont clairement exprimé :

Un **NON** à la politique libérale et répressive mise en œuvre par le gouvernement de droite depuis 2002,

Un **NON** à se laisser flouer par la politique toute aussi libérale menée par une partie de la gauche (voir la « *gauche plurielle* » de Jospin 1997 - 2002).

Certes, depuis cette victoire, la situation économique, sociale n'a fait que se dégrader et la campagne électorale actuelle ne fait qu'annoncer une seule et même continuité entre :

- Une politique libérale de droite incarnée par Sarkozy et
- Une politique libérale de 'gauche' incarnée par Ségolène Royale.

Qu'en est-il, en effet, de ces deux faces d'une même médaille qu'on voudrait nous présenter comme étant opposées, l'une représentant l'alternative de l'autre et inversement ?

Du côté de la droite : privatisations accélérées des services publics, précarisation tout au long de la vie, chômage et exploitation des travailleurs d'un côté et protection du patronat de l'autre ; augmentation de la pauvreté pour une partie de plus en plus importante de la population ; dégradations massives de l'éducation, de l'enseignement et de la santé ; répression anti-syndicale, contre les jeunes, les immigrés. En somme, la politique menée par notre gouvernement actuel ne fait que nourrir le terreau sur lequel se développe l'extrême droite, celui de la précarité, de la misère, de la relégation et stigmatisation des classes populaires, des discriminations raciales...



Du côté de la « gauche » social-libérale : rappelons nous en premier lieu que la politique menée par l'actuel gouvernement a été soigneusement préparée par la *gauche plurielle* (précarisation durable notamment pour une grande partie de la jeunesse, réforme des retraites, privatisations...) Depuis



Août 2006 - Victoire de la résistance libanaise à l'agression sioniste.

SOMMAIRE

p3 - « Le programme du PS est dominé par le social-libéralisme » par Raoul Marc Jennar - Collectif National du 29 Mai

p5 - 1906-2006 : Centenaire de la Charte d'Amiens. C'est aujourd'hui que la CGT doit reconquérir son indépendance !

p6 - Hawker-Arras: Licenciement politique de Serge Piedplat. Le parjure de Jean Paul Delevoye, UMP, « médiateur de la République ».

p7 - Nationalisations en Amérique Latine : Pourquoi pas en France !

p8 - Témoignage : Retour de Cuba

p10 - Liban : l'Etat d'Israël doit être condamné par la communauté internationale et payer pour ses crimes.

sa défaite aux précédentes élections présidentielles, loin de tirer les enseignements nécessaires, la direction du PS défend le projet d'une Europe libérale ; ne tirant toujours aucune leçon de ses échecs successifs, le PS refait aujourd'hui son unité au bénéfice de sa direction libérale en gommant la frontière de classe (entre les partisans du Oui et ceux du Non) apparue le 29 mai et en oubliant que son électorat a majoritairement voté contre le projet de constitution européenne libérale. Il voudrait ainsi nous faire oublier son bilan désastreux en prônant un discours « du tout sauf la droite ».

Depuis des années, contre les politiques désastreuses de la droite libérale comme de la « gauche » social-libérale, contre les remises en cause des droits, des acquis sociaux et des libertés, les résistances ont été massives :

- contre la réforme des retraites en 2003 (souhaitée par Jospin),
- contre la casse des services publics,
- les grèves contre les licenciements, délocalisations,
- mobilisations contre les mesures répressives envers les jeunes remettant en cause ce qui avait été acquis depuis 1945 : le primat de l'éducatif,
- les révoltes des quartiers populaires, la mobilisation des lycéens et étudiants pour aboutir au retrait du CPE,
- les combats contre l'inhumanité faite aux sans-papiers et à leurs enfants...

Donner un débouché politique à ces luttes, c'est renouer avec les enseignements du 29 mai et re-bâtir un mouvement unitaire du camp du NON dans les luttes actuelles jusqu'aux urnes, pour gagner les élections à venir.

Avec tous les progressistes de notre pays, ouvriers, employés, chômeurs, étudiants, immigrés,

Avec les forces politiques, syndicales, associatives cherchant à rompre avec le social-libéralisme, **Avec celles et ceux qui refusent** la logique ancienne et politicienne droite/gauche, qui refusent **d'être les victimes du capitalisme** (alors que les grosses fortunes ne cessent d'augmenter, l'argent manque pour le l'éducation, la santé, la justice, les salaires des travailleurs, les politiques sociales...),

Pour re-conquérir de meilleures conditions d'existence, nous portons l'exigence aux élections présidentielles, législatives et municipales à venir d'une candidature unique du camp du NON contre le camp du Oui, du camp du peuple contre celui de la bourgeoisie.

Le candidat unique du camp du NON peut rassembler suffisamment de voix au 1^{er} tour pour devancer la direction sociale-libérale du PS puis être majoritaire au 2^{ème} tour !

**DANS LA FAMILLE
facho - militaro - sécuritaire**



C'EST KIF-KIF !

A lire...

Hitler, l'irrésistible ascension ?

Kurt Gossweiler – Editions AGONE

En plusieurs articles, écrits dans les années 1970 et 1980, mais édités ici pour la première fois en français, l'historien Kurt Gossweiler, le plus grand spécialiste du fascisme en RDA, analyse les origines du fascisme et plus particulièrement du nazisme. Il dévoile, noms et dates à l'appui, comment dès 1919 des cercles dirigeants allemands misent sur l'obscur parti bavarois de Hitler pour en finir avec la République de Weimar. Sans ce soutien, beaucoup plus important que les millions de voix pour le parti nazi, jamais Hitler ne serait arrivé au pouvoir. Il explique pourquoi le fascisme allemand a pu entraîner un si grand nombre d'admirateurs et pourquoi il a pris un caractère ultraviolent. On comprend en le lisant dans quelles circonstances le fascisme émerge. Gossweiler décoche ses flèches contre les interprétations psychologisantes, superficielles et conclut par un message plein d'espoir: oui, la marche irrésistible vers la catastrophe aurait pu être évitée et par conséquent elle peut l'être aussi aujourd'hui.



Kurt Gossweiler a déserté l'armée allemande sur front russe pour passer dans les rangs soviétiques en mars 1943. A la fin de la guerre, il entame une carrière scientifique à l'université Humboldt comme collaborateur scientifique à l'Institut de l'histoire allemande. De 1970 à 1983 il est collaborateur scientifique de l'Institut central d'histoire de l'Académie des Sciences en RDA et présente en 1972 une thèse sur Les monopoles industriels et l'Etat. Il publie encore dans de nombreuses revues.

Nous publions ci-dessous une contribution de Raoul Marc Jennar, militant connu du mouvement altermondialiste, publiée fin juin sur le site du Collectif National du 29 mai. La critique du programme officiel du PS est une nécessité pour tous les travailleurs, parce qu'aucun travailleur conscient ne saurait se satisfaire des belles paroles sur l'importance de « battre la droite ».

« Le programme du PS est dominé par le social-libéralisme »

par Raoul Marc Jennar

Une lecture attentive de "Réussir le changement. Le projet socialiste pour la France" adopté par le Parti socialiste pour les échéances électorales de 2007 débouche sur un constat : ce programme est dominé par le social libéralisme. Il accompagne le modèle dominant. Il ne le change pas. Il l'ajuste. C'est un programme d'ajustement marginal d'un système politique, économique et social qu'on ne remet pas en cause.

Ce qui saute aux yeux à la lecture de ce document, c'est la facilité avec laquelle le PS s'accommode de la destruction du compromis social intervenu suite aux conquêtes du Front Populaire et de la Libération. Il ne remet pas en cause les avancées du néolibéralisme qui ont fait disparaître des dizaines de milliers d'emplois, qui

ont appauvri la population, qui ont accentué massivement les inégalités, qui ont déstructuré le lien social et qui ont porté atteinte aux libertés fondamentales et aux valeurs républicaines :

- aucune remise en cause des privatisations Balladur-Juppé-Jospin ;

- aucune remise en cause des atteintes massives au droit du travail (au motif qu'il faut « repenser le système ») ;

- aucune remise en cause de la réforme Aillagon qui a démantelé le statut des intermittents du spectacle ;

- aucune remise en cause des législations discriminatoires Pasqua-Chevènement ;

- aucune remise en cause des lois liberticides Perben I, II ;

- aucune remise en cause des décisions en faveur de l'enseignement privé confessionnel qui affectent la laïcité de la République ;

- aucune remise en cause des traités et accords européens et internationaux qui ont été négociés avec l'appui des gouvernements français de droite et de gauche et qui sont à l'origine des dérégulations massives, de la précarité grandissante et des inégalités croissantes.

Sur des matières essentielles puisqu'elles conditionnent désormais les choix nationaux, le programme du PS présente un catalogue d'intentions :

- il constate que « le cours trop libéral imprimé à la construction européenne a obscurci le projet d'une intégration solidaire » et que l'Europe « souffre d'un déficit démocratique et social » ;

- il entend « réformer la gouvernance mondiale » et proposera des réformes de l'ONU, de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale ;

- il proclame « la nécessité de combattre les effets de la mondialisation financière ».

Convenons que ces intentions répondent à une attente justifiée, même si les propositions du PS restent bien timides (il veut que l'OMC devienne plus transparente et plus démocratique, mais il ne propose pas de lui enlever sa capacité de contraindre les États à démanteler leur Constitution, leur législation, leurs réglementations).

Mais convenons également que ces objectifs s'inscrivent dans une perspective diamétralement opposée à celle inscrite dans le traité constitutionnel européen que la direction du PS a soutenu et que ses élus au Parlement

européen continuent de soutenir puisqu'ils viennent, le 14 juin 2006, de rejeter un texte qui demandait le respect du choix démocratique exprimé par la France le 29 mai 2005. Dès lors, quelle confiance accorder à un parti qui formule aujourd'hui des intentions à l'opposé de ce qu'il soutenait l'an passé ?

A supposer qu'on prendrait le risque de faire confiance à des gens

- qui sont à l'origine de l'Acte unique européen (qui a permis de déroger à la règle de l'harmonisation et qui est la source juridique du principe du pays d'origine) ;

- qui furent les artisans du Traité de Maastricht (qui a programmé la privatisation des

services dits « du secteur marchand » : transports aériens, ferroviaires, maritimes, routiers, poste, télécommunication,...) ;

- qui ont négocié et soutiennent l'Accord Général sur le Commerce des Services de l'OMC (négocié entre 1988 et 1991, c'est-à-dire par le gouvernement Rocard), un accord contraignant qui entend imposer « la libéralisation [c'est-à-dire la mise en concurrence] progressive de tous les services de tous les secteurs » ;

- qui n'ont jamais fait valoir au FMI une position européenne en usant, par exemple, de la minorité de blocage dont disposent les Européens dans cette



institution et qui, donc, n'ont jamais remis en cause la politique de conditionnalité qu'ils proposent maintenant de revoir,

- qui, lors de sa nomination en 2005, ont exprimé un soutien sans faille au social démocrate Pascal Lamy, l'actuel directeur général de l'OMC, une institution dont la finalité, à travers des accords contraignants, est de déréguler massivement au profit des firmes transnationales.

Il faut quand même poser une question : par quels actes concrets, par quelle procédure précise le PS entend-il engager la France dans la réalisation de ces objectifs, compte tenu des réalités juridiques actuelles, européennes et internationales ? Faute de fournir des réponses à ces questions, les intentions exprimées ne servent qu'à appâter l'électeur mal informé.

De ce programme d'ajustement marginal d'un capitalisme qui a retrouvé la sauvagerie d'avant 1936, examinons la crédibilité de quelques-unes des propositions :

a) le SMIC à 1.500 euros : oui, mais c'est un SMIC brut et octroyé d'ici à 2012 (« avant la fin de la législature », dit le texte) ! Alors que le niveau des revenus est si bas qu'il faut un SMIC net à 1.500 euros immédiatement, on propose une hausse qui ne dépassera pas la valorisation automatique. Et après ça, le PS ose écrire que son projet « répond à l'urgence sociale » !

b) la réforme de l'impôt : elle conduit à une remise en cause de la progressivité de l'impôt sur le revenu et à une remise en cause du financement mutualisé de l'assurance sociale, à sa fiscalisation et à la déresponsabilisation des entreprises dans le financement de la sécurité sociale ; la réforme que propose le PS aura pour effets que les riches paieront moins et que les entreprises déjà tellement gâtées par Jospin-Raffarin-De Villepin le seront encore davantage. C'est sans doute cela que le PS appelle « renforcer la solidarité » ;

c) les services publics : ils seront, paraît-il, "confortés" Mais on ne dit pas lesquels. Ni comment. Rien n'est dit de la Poste ou de la SNCF. Rien n'est dit des activités de services où l'Etat détient encore une partie du capital (sauf EDF-GDF). On laisse le libre choix entre gestion privée et gestion publique de la distribution d'eau tout en promettant de soutenir cette dernière. Ce faisant, le PS renonce à instaurer la propriété publique de l'eau. Mais surtout, il fait comme si une véritable défense des services publics n'exigeait pas une remise en cause du droit européen actuel et donc une indispensable dénonciation par la France, des dispositions européennes qui tuent les services publics. On promet une directive cadre européenne sur les services d'intérêt général en omettant de préciser qu'une telle directive, pour protéger vraiment les services publics, réclamerait elle aussi une révision des traités existants qui n'est annoncée nulle part dans le programme socialiste. Ce qui manque dramatiquement, mais significativement dans le programme du PS, c'est l'affirmation pourtant simple d'un principe qui donne à la gauche son identité : les règles de la concurrence ne peuvent être imposées à la santé, à l'éducation, à la culture, ni aux autres activités de service qui permettent l'exercice par toutes et tous des droits collectifs fondamentaux tels qu'énumérés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Le discours socialiste sur les services, c'est du trompe l'œil ;

d) le PS indique qu'il veut « privilégier les transports collectifs et économes en énergie », mais il n'entend pas remettre en question les politiques européennes de privatisation de toutes les formes de transport ; s'il annonce une « forte augmentation des crédits au ferroutage » (ne sera-t-elle pas considérée par la Commission européenne comme une distorsion à la concurrence commerciale ?), il est muet sur le transport fluvial ;

e) le PS promet la création d'un « pôle financier public autour de la Caisse des Dépôts et Consignations » sans indiquer que cela implique une renégociation des décisions adoptées en 1997 à l'OMC, avec le soutien du gouvernement Jospin, appliquant l'AGCS aux services financiers ;

f) le PS annonce « la mise en œuvre d'une politique industrielle » sans dire comment la France va remettre en cause les pouvoirs d'une Commission européenne qui bloque la constitution de groupes industriels parce qu'elle refuse, au nom d'une conception dogmatique de la concurrence qu'on ne trouve même pas aux USA, la constitution de « champions nationaux » et même de « champions européens » ;

g) le processus de Bologne, dont un des initiateurs fut Jack Lang, ouvre la voie au système américain où se juxtaposent des universités d'excellence accessibles aux étudiants de familles aisées, dont les diplômés sont très cotés, et des universités de second niveau accessibles aux étudiants de condition plus modeste dont les diplômés sont peu prisés par les employeurs. Le PS promet « une profonde rénovation de l'Université » sans indiquer nulle part ce qu'il entend faire du processus de Bologne décidé au niveau européen, qui organise la concurrence entre les universités et instaure ainsi une dualité contraire aux principes républicains ;

h) dans le domaine de l'audiovisuel public, les intentions du PS n'abordent pas les dangers que fait courir à l'indépendance de l'information le poids grandissants des annonceurs publicitaires ; aucune proposition sur une limitation, voire une suppression de la publicité dans les stations et chaînes publiques ; quant aux industries culturelles, on aurait pu, au moins, attendre du PS qu'il s'engage à ce que la France fasse prévaloir la prééminence de la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle sur les accords de l'OMC. Rien à ce propos ;

i) rien non plus, dans le domaine agricole, sur le vin français. Le « projet socialiste pour la France » ignore totalement la situation dramatique du secteur viticole qui apporte tant à la France à la fois sur le plan économique, mais également sociétal et culturel ; comme si la viticulture était en France un secteur marginal, un détail qu'un programme de gouvernement ne devrait pas aborder ! Même sur ce point, le PS a cessé d'être le parti de Jaurès. Sans doute entend-il laisser, dans ce domaine comme dans les autres, jouer la loi du marché européen et international ...

Lors de son congrès du Mans, le PS a rejeté le principe d'une VI^e République. Le « coup d'État permanent » va continuer. Le PS propose quelques réformes, mais pas la modification de l'article 15 de la Constitution qui fait du Président le chef des armées, ni de l'article 52 qui lui confère le pouvoir de négocier et de ratifier les traités. Ces deux articles sont la base juridique du domaine

réservé du Chef de l'État et de la présidentialisation du régime, ainsi qu'on a pu le vérifier en période de cohabitation. Sans annoncer la modification de ces deux articles, la promesse du PS d'associer le Parlement à l'élaboration de la politique étrangère et de défense n'est que du vent.

Dans ce domaine, comme pour les questions économiques et sociales, le programme du PS propose des ajustements, pas une refondation démocratique de la République qui devrait nécessairement apporter une nouvelle répartition des pouvoirs à tous les niveaux afin de privilégier les institutions les plus proches du citoyen, qui devrait mettre en place une nouvelle conception de l'exercice du pouvoir afin qu'il soit davantage collégial et surtout davantage contrôlé, qui devrait créer un statut de l'élu impliquant sa révocabilité, qui devrait garantir aux citoyens les moyens de l'information, de l'interpellation et du contrôle sur tout acte de tout pouvoir exécutif. Rien de tout cela n'est prévu par le PS.

Il y aurait encore beaucoup à dire de ce programme du PS. D'autres le feront. Mais il me paraît que ce qui précède suffit pour se faire une opinion. D'autant que ce programme ne garantit rien. Bien téméraire celui qui penserait qu'il s'agit d'une sorte de contrat entre le parti et ses électeurs. Que valent en effet les engagements du PS, quand on entend Mme Royal déclarer que ce programme, c'est seulement « un socle avec des grandes orientations. Nous ferons des choix, nous discuterons des priorités » ?

Ce qui domine le programme du PS, c'est la pensée de la « deuxième gauche », celle des Rocard-Delors-Lamy : le capitalisme a gagné, atténuons-en les effets. On ne peut qu'être d'accord avec Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il dénonce une "analyse complaisante du système économique mondial" et écrit que "le projet socialiste se démarque fortement de la critique de la mondialisation formulée par le mouvement altermondialiste et le reste de la gauche française. Il s'inscrit au contraire dans la thèse de la mondialisation heureuse." On ne peut qu'être d'accord avec Gérard Filoche lorsqu'il constate que ce projet, « c'est le projet le plus droitier présenté par une direction du PS depuis plus de dix ans ; même par rapport au projet de Lionel Jospin de 2002, il est plus droitier. »

Dans « L'Appel pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes » du 11 mai 2006, nous avons très précisément indiqué : « Nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme ». Les choses sont maintenant tout à fait claires : impossible d'envisager une quelconque participation gouvernementale avec le PS ; mais beaucoup plus : impossible de conclure avec le PS, sur la base de son programme dominé par le social libéralisme, le moindre accord gouvernemental ou parlementaire. Nous devons tous en convenir.



1906-2006 : Centenaire de la Charte d'Amiens

C'est aujourd'hui que la CGT doit reconquérir son indépendance !

La social-démocratie prétend accompagner le développement du capitalisme tout en « essayant d'en corriger les effets néfastes ».

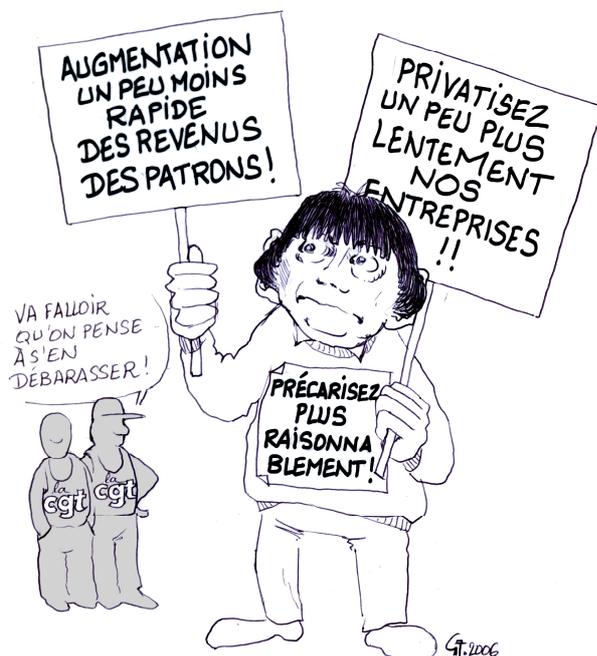
Ainsi, dans la perspective de 2007 et face à la démolition du Droit du Travail, à l'explosion de la précarité et de la misère sociale, aux délocalisations tous azimuts, le Parti Socialiste entérine l'héritage de l'UMP et l'assortit d'une solution miracle : la « flexi-sécurité ».

Ce goût des « sociaux-libéraux » pour les oxymores (« social-libéralisme », « économie sociale de marché hautement compétitive », « démocratie entrepreneuriale », « concurrence libre et non faussée », « Service d'Intérêt Economique Général », ...) ne vise qu'une chose : Nous faire avaler le plan de flexibilité totale du salariat avec une pateur que Tony Blair, leur homologue d'outre-Manche, ne manifeste plus depuis déjà longtemps.

Continuité de l'évolution destructrice du Capital, alternance des formules et « programmes »... qui résonnent même dans les bureaux de Montreuil : La direction de la CGT abandonne la défense historique de la sécurité de l'emploi pour une « sécurisation des parcours professionnels », plus « réaliste »...

Aux slogans des banderoles brandies par la base dans les manifestations de salariés, le Bureau Confédéral CGT préfère donc la lecture attentive des communiqués du Parti en campagne (le « Parti » étant ici le PS, bien sûr). Le programme de ce dernier proclame en mai « Nous

porterons le SMIC au moins à 1500 Euros bruts le plus tôt possible dans la législature » (Le pouvoir d'achat stimulé – Partie I). Quelques jours plus tard, la direction réformiste du syndicat français majoritaire, tonitruante,



annonce à la presse « *La CGT revendique le SMIC à 1500 Euros tout de suite et une répercussion de cette augmentation à tous les niveaux de la grille* » (Maryse Dumas, 26 juin 2006). Autant indiquer clairement et officiellement aux travailleurs pour qui voter l'année prochaine !

Face au battage euro-impérialiste du PS l'année dernière, le refus de Bernard Thibault d'engager officiellement la Confédération dans la campagne pour le NON, malgré le vote majoritaire du CCN en faveur du rejet du projet de Constitution Européenne, coïncide avec ses manœuvres actuelles pour planter de force une rose dans le poing des travailleurs en lutte, réhabilitant une direction PS sociale-libérale qui n'a de cesse de vouloir effacer la frontière du camp du NON.

Or il est clair que l'immense espoir créé par la mise en échec de la campagne UMPS pour une Constitution Européenne doit retentir sur les prochaines élections présidentielles à travers les luttes et revendications populaires d'aujourd'hui (la victoire contre le CPE en est un exemple fort), pour mettre une nouvelle fois K.O le camp capitaliste du OUI toutes tendances confondues : Contre le CNE et les contrats précaires, contre l'annualisation du temps de travail, pour la retraite par répartition, pour la renationalisation d'EDF-GDF, pour la nationalisation des entreprises qui délocalisent, etc. Telles sont les aspirations du peuple, en rupture radicale avec les directives européennes et leurs relais UMP et PS !

La Charte d'Amiens de la CGT (1906) proclamait la défense des revendications immédiates et quotidiennes, et la lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État. « *La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat* » affirmait l'article 2 du Congrès Confédéral d'Amiens... En d'autres temps, la bourgeoisie accusait le syndicat historique de la classe ouvrière de « travailler pour Moscou » parce qu'il était en phase avec le Parti de la classe ouvrière, le Parti communiste. Quoi de plus normal pour une classe qui défend ses intérêts ! Aujourd'hui, preuve est faite que ces liens garantissaient au contraire à la CGT son

indépendance vis à vis des « partis politiques traditionnels », et notamment du PS, traditionnelle courroie de transmission du capitalisme au sein de la classe ouvrière.

A présent ces liens avec le PCF n'ont plus du tout la même signification et importance, d'une part parce que le « PCF » d'aujourd'hui, social-démocratisé, n'a plus grand chose à voir avec le PCF communiste d'antan, d'autre part parce que les liens avec le PS, justement, ont pris une plus grande place, la direction confédérale CGT estimant plus utile - dans une logique du « plus offrant » - de se rapprocher du Parti social-démocrate dominant, à savoir le PS. On se souvient de la venue de Bernard Thibault au congrès du PS à Dijon ; plus récemment, en avril, au congrès de Lille de la CGT, on se souviendra de la bise de félicitations donnée par le même Bernard Thibault à Martine Aubry après le discours de cette dernière devant les congressistes. L'une des phrases clef de ce discours concernait la lutte contre le CNE (Contrat Nouvelle Embauche), le frère aîné du CPE vaincu : Aubry « félicitait » la CGT pour sa décision d'engager à présent la lutte contre le CNE, en précisant toutefois que si cette lutte n'était pas couronnée de succès, la « gauche au pouvoir en 2007 » reviendrait sur le CNE. Et bien sûr, depuis avril 2006, de lutte de la CGT contre le CNE, « grand engagement du congrès », nous n'avons toujours rien vu venir... On attend 2007 l'arme au pied. Il en est de même sur un dossier comme celui de la privatisation d'EDF-GDF.

D'organisation de lutte de classe, dont la principale arme est la grève de masse des travailleurs, le réformisme dominant à la tête de la CGT (influence du PCF réformiste combiné à l'influence montante du PS) transforme peu à peu la centrale syndicale en organisation d'appui extra-parlementaire au programme de « réforme sociale » des gestionnaires de « gauche » du capitalisme, contribuant à entretenir la passivité chez les travailleurs et l'attentisme en direction des « bons parlementaires » et du « bon gouvernement » à venir. Demain, on rase gratis...

Hawker-Arras : licenciement politique de Serge Piedplat **Le parjure de Jean-Paul DELEVOYE, UMP, Médiateur de la République...**

Suite de notre chronique sur « l'affaire Hawker-Arras » (Chantiers n°8), nous publions ci-dessous un tract unitaire CGT diffusé notamment par l'UL d'Arras et les Unions Syndicales des Travailleurs de la Métallurgie 59-62, qui explique clairement le rôle du dirigeant UMP Delevoye, « médiateur de la République » (ou plus exactement du MEDEF) dans cet exemple particulièrement scandaleux de la répression syndicale.

Dans le dictionnaire de la langue française, un parjure se dit d'une « *personne qui rompt avec son mandat ou son serment* ». La CGT prend toutes ses responsabilités en apportant des preuves vérifiables et imparables qui

démontrent que notre camarade Serge Piedplat, syndicaliste CGT de la société Hawker, a été la victime d'un « deal » entre l'UMP Jean-Paul Delevoye et la direction MEDEF de l'usine de batteries d'Arras.

Dans la paisible commune de Bapaume, un homme politique, Médiateur de la République, ancien Sénateur, ancien Ministre, ancien Maire et Maire des Maires, a commis un **parjure** en obéissant aux requêtes et aux diktats de la direction de Hawker pour faire licencier le délégué syndical CGT.

Vous vous dites : comment est-ce possible dans un pays démocratique ?

Voici des premiers éléments de preuves issus des pièces venant des différents services départementaux et régionaux du travail.

Le 10 mars 2006 : l'Inspecteur du Travail chargé de l'enquête affirme que Serge Piedplat a produit des documents qui contredisent les éléments verbaux de la

direction de Hawker. L'Inspection du Travail ne reconnaît aucune faute au délégué CGT de Hawker présent dans l'entreprise depuis 1989.

Le 04 mai 2006 : la Direction Départementale du Travail conclut dans son enquête diligentée par le Ministère du Travail, qu'elle ne retient aucun motif contre Serge Piedplat et admet le caractère antisyndical de la direction contre la CGT.

Le 20 juillet 2006 (Serge Piedplat a été licencié le 25 mai) : la Direction Départementale du Travail envoie un réquisitoire à la Direction Régionale du Travail qui conclut un refus de licenciement du délégué CGT.

Vous cherchez donc l'erreur, alors un rappel :

16 mai 2006 : date buttoir pour la décision du Ministère (aucune réponse).

19 mai 2006 : venue de Jean-Paul Delevoye dans la société Hawker à Arras.

23 mai 2006 : autorisation du Ministre du Travail pour le licenciement de Serge Piedplat, datée du 16 mai (pour info : les documents reçus le 27 juillet ont été postés le 25 juillet à Paris).

25 mai 2006 : la direction licencie Serge pour fautes graves, sans indemnité après 17 ans.

Il est évident que l'intervention de Jean-Paul Delevoye, Médiateur de la République, auprès du Ministre du Travail a permis le licenciement de notre camarade Serge. Tous les éléments des dossiers, malgré des paragraphes supprimés (?) par le Ministère du Travail d'un gouvernement qui veut jouer la transparence, démontrent la cabale, la forfaiture et le parjure de Jean-Paul Delevoye. Oser déclarer « *je m'intéresse à la fabrication des batteries industrielles* » alors qu'il est évident qu'il est venu

chez Hawker pour une mission précise. Oser déclarer à la délégation « *je vous répond dans les 15 jours* » et ne jamais répondre, prouve qu'il s'agissait d'une cabale, qu'il s'agissait d'une mission réactionnaire et antidémocratique qui relie l'UMP au MEDEF :

LICENCIER SERGE PIEDPLAT, AFFAIBLIR LA CGT DANS CETTE ENTREPRISE QUI FERME DES AGENCES, QUI DELOCALISE, QUI BAFUE LES DROITS MAIS QUI RECUPERE DES MILLIONS SOUS FORME DE REDUCTION DE CHARGES SOCIALES ET D'IMPOTS !

La CGT exige la réintégration de Serge Piedplat et une enquête sur les pratiques honteuses de M. Delevoye en lien étroit avec une direction d'entreprise qui ne sauve pas des emplois mais qui les détruit, qui ne respecte rien et agit avec le chantage pour la seule rentabilité financière.

Oseriez-vous encore voter pour un tel personnage, qui, outre la cabale

et le parjure, travaille pour les seuls patrons, donc contre les intérêts du Peuple Travailleur, donc contre vous et nous ?

A retenir :

Les Métallos CGT organisent une manifestation de soutien à Serge Piedplat le 10 octobre à Valenciennes, la ville de Borloo, ministre de tutelle de Gérard Larcher, ministre du travail.

Solidarité financière : USTM CGT, 16 rue A. Briand 62000 Arras (libeller vos chèques à : soutien Serge Piedplat)



Nationalisations en Amérique Latine : Pourquoi pas en France !

Nos batailles contre la Constitution Européenne, contre le CPE ont été victorieuses et porteuses d'espoir, même si elles étaient défensives.

Le sentiment d'impuissance est encore tenace dans les couches populaires, harcelées par les délocalisations, la montée de la précarité et du chômage, les discriminations, la destruction des services publics et les privatisations, la montée des prix du gaz, de l'essence, etc. La perspective des présidentielles de 2007 où libéraux, sociaux-libéraux et libéraux-sociaux se serviront mutuellement d'épouvantails, s'annonce encore sur le mode de « l'alternance », cette vieille recette de la bourgeoisie pour échapper à une véritable alternative politique.

Tous nous affirment que les privatisations, le « dégraissage » des services publics, la flexibilité sont incontournables, qu'il serait utopique de ne pas admettre cette évolution « naturelle » du monde...

Pourtant, de l'autre côté de l'Atlantique, le nouveau président bolivien Evo Morales, appliquant le programme pour lequel il a été élu dès le premier tour par l'écrasante

majorité de son peuple, contourne « l'incontournable » et met en pratique « l'utopie » : En reprenant le contrôle de 26 compagnies (dont l'américaine ExxonMobil, les européennes Total et Repsol), l'Etat nationalise le gaz,



principale richesse du pays.

Le premier mai dernier, date hautement symbolique, ce coup de tonnerre retentit sur tous les continents... L'avenir du monde ne serait-il donc pas fait de privatisations et de bradage des richesses aux oligarchies financières ?

Le risque qu'un peuple encourt en se réappropriant ainsi ses biens, ce n'est pas le « chaos social » que promettent toujours les « élites », mais bien sûr la menace guerrière des puissances impérialistes qui profitaient jusque là de ces biens.

S'il existe en Amérique Latine des peuples d'avant garde qui repassent à l'offensive, leurs succès ne doivent rien au hasard. La résistance et la ténacité du socialisme cubain commencent à annoncer le terme d'une période noire de reflux révolutionnaire mondial exacerbée par l'effondrement du bloc socialiste en 1990, à annoncer de nouvelles phases de conquêtes sociales pour les peuples exploités, à remettre les impérialistes en difficulté mortelle :

- Succès des grandes politiques sociales, de santé, d'éducation, d'urbanisme à Cuba malgré son blocus économique imposé par les Etats Unis,

- Réforme agraire, expropriations et rachats d'entreprises, nationalisation de nouveaux secteurs de l'économie et reprise en main du patrimoine pétrolier au profit direct de plans sociaux à destination des plus pauvres au Vénézuéla,

- Mise en échec du projet annexionniste US (« ZLEA ») par le bloc Cuba – Vénézuéla en 2005, création d'une zone économique étanche à l'impérialisme et fondée sur l'entraide internationaliste intégrant Cuba, le Vénézuéla et la Bolivie (ALBA),

Le bloc Cuba – Vénézuéla – Bolivie entraîne dans son sillage des pays travaillés par les mêmes luttes sociales et que les ravages des crises économiques successives poussent hors du giron nord-américain, sur une politique plus ou moins ferme de souveraineté nationale ; Brésil, Argentine, Uruguay.

Lors d'une rencontre entre les dirigeants vénézuélien, bolivien, brésilien et argentin à Puerto Iguazú (Argentine) le 6 mai, le président Kirchner déclarait au sujet des firmes argentines et brésiliennes reprises en main en Bolivie, que les prix exigés (plus importants même s'ils restent au dessous des normes internationales) ont été négociés



Témoignage : *Retour de Cuba...*

Brigitte et Régis, deux camarades de la Coordination Communiste, ont passé cette année deux mois chez leur ami Joachim dans un quartier populaire de la Havane, Centro Havana.

Loin des plages pour touristes, ils ont vécu aux cotés des habitants, visité plusieurs villes et rencontré de nombreux cubains, des membres des CDR (Comités de Défense de la Révolution), des cadres du PCC.

Pour *Chantiers*, nos camarades ont voulu bousculer quelques idées reçues sur ce bastion sud-américain du socialisme quotidiennement menacé par les impérialismes US et européen.

« dans un cadre rationnel et équilibré rendant viables les transactions ». La fermeté de Morales vis à vis de ces homologues doit se comprendre dans le contexte d'un rapport de force inévitable bien qu'encore embryonnaire, entre révolutionnaires et réformistes : Par leur nature même, les sociaux-démocrates Lula et Kirchner ne soutiendront l'ALBA que jusqu'à un certain point (loin d'être atteint dans le processus actuel), au delà duquel ils rejoindront le camp impérialiste.



Evo Morales,
président de la Bolivie

Si Hugo Chavez et Evo Morales doivent leur légitimité à leurs succès électoraux, nous savons que les bourgeoisies locales et leurs alliés nord-américains et européens ne se laissent et ne se laisseront pas faire. Si le gouvernement de Salvador Allende au Chili fut balayé en 1973 par le putsch CIA - Pinochet, celui de Chavez, démis par le putsch militaro-

industriel de 2002, ne doit pas son retour au pouvoir aux urnes (même si chaque élection lui accorde des suffrages toujours plus importants auprès des couches les plus pauvres de son pays), mais à deux forces politiques convergentes ; l'intense pression populaire des banlieues de Caracas et l'action déterminante des organisations cubaines.

Toute conquête sociale, ici comme ailleurs, peut être brutalement remise en cause par les forces expérimentées de la bourgeoisie, même si leur système mondial est en crise... même si, comme ces derniers mois nous le prouvent ici même, elles peuvent être mises en échec. Pour repasser à l'offensive, les peuples exemplaires d'Amérique Latine ont besoin de notre soutien comme nous avons besoin de leurs victoires !



Place de la Révolution à la Havane un premier Mai : plus d'un million de personnes dans les rues.

Chantiers : Quels sont les revenus des travailleurs à Cuba ?

Brigitte : Nous avons par exemple rencontré un directeur d'hôpital à la Havane ; il gagne 600 pesos, soit seulement trois fois plus que le plus bas salaire sur l'île, 200 pesos. Les écarts de salaires sont minimes. On dit que ces salaires sont très bas, mais il faut tenir compte du fait que la plupart des produits de la vie courante sont subventionnés par l'Etat, et donc accessibles à tous.

Chantiers : On rapporte souvent qu'il y a beaucoup de corruption et du chômage dans les villes.

Régis : De nombreuses personnes qui se servaient de leurs fonctions, de commerçant par exemple, pour faire du profit au détriment des autres, ont été démasquées. Comme les cubains sont rationnés sur les produits alimentaires et vestimentaires subventionnés, certains achètent et revendent plus chers à ceux qui n'ont pas le temps de faire leurs courses pendant leur temps de travail : les magasins sont très éloignés les uns des autres, n'ouvrent pas à heure fixe, chacun se débrouille comme il peut pour s'approvisionner et les courses demandent du temps...

Brigitte : Il peut arriver qu'à la boulangerie, il n'y ait pas de pain. On nous dit revenez dans deux heures, parce qu'une panne de courant ou un retard d'approvisionnement les a empêché de faire le pain à temps.

Régis : Certains pompistes revendaient au noir et plus cher le gasoil, qui est rationné normalement. D'autres utilisaient l'électricité distribuée forfaitairement dans tous les foyers pour faire tourner des machines et tirer profit d'une économie souterraine. Maintenant pour lutter contre ça, on a installé des compteurs partout et on calcule l'énergie à distribuer en fonction des besoins réels des familles.

Les gens qui utilisaient leur fonction pour alimenter le marché noir ont été licenciés et sont remplacés à tour de rôle par des « travailleurs sociaux », des jeunes volontaires de vingt ou vingt-cinq ans à qui on confie des tâches précises. Ils sont formés pour différents métiers et sont très valorisés par le gouvernement. Ces travailleurs sociaux existaient déjà avant, mais cette année on les recrute à plus grande échelle. Fidel a dit récemment que la survie de la révolution est entre les mains de la jeunesse. La lutte contre la corruption fait partie de ces tâches.

Le chômage à Cuba est entre 3 et 4%. Il est lié essentiellement à la manne du tourisme, qui permet à certains de gagner de grosses sommes, comparativement aux autres cubains, sans avoir à travailler. Ça fait partie des dangers du tourisme, à côté de l'entrée des devises dans le pays, avec l'irruption de la drogue, de la prostitution et des trafics en tous genres. La prostitution existe surtout à proximité des plages pour touristes, mais il y a un travail important effectué par les syndicats et les organisations de masse en direction des familles pour lutter contre ce fléau. Il y a aussi un problème de surpopulation dans certains quartiers de la Havane, qui est le centre économique du

pays, avec l'afflux de paysans et de citadins de villes plus pauvres.

Chantiers : Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les cubains dans leur vie quotidienne ?

Régis : La pénurie d'énergie a fait l'objet d'un grand travail de la part du gouvernement. Tous les soirs vers 18 heures à la télé, il y a une « table ronde » qui informe la population dans les détails, de l'Irak, des recherches médicales, des Etats Unis, mais aussi de problèmes quotidiens comme celui des installations électriques. On a vu par exemple trois soirs d'affilé un débat sur ce problème. C'est une heure de très grande écoute. On voit quand on passe dans les rues, que de très nombreux

foyers regardent la télé à cette heure là.

Dans le cadre de la « révolution énergétique », on a par exemple détruit la centrale nucléaire de Cienfuegos, qui était vétuste, et on construit des centrales thermiques dans chaque région maintenant, fonctionnant grâce aux hydrocarbures vénézuéliens surtout. Tout l'Ouest de l'île est déjà équipé. On développe aussi beaucoup les énergies alternatives comme l'énergie solaire et la force marée-motrice.

Là où nous habitons, nous avons été visité par des travailleurs sociaux qui ont effectué des travaux de réfection des installations électriques vétustes. Ils font ça dans tous les foyers. C'est un vrai service public, rendu à toute la population.

Chantiers : On parle souvent du niveau culturel important de la population cubaine. Quelles expériences avez vous faite à ce sujet ?

Brigitte : On a vu par exemple sur le marché d'un quartier populaire des habitants discuter avec passion des ressemblances et des différences entre Napoléon et Hitler. C'est vrai qu'en discutant avec les gens, en se promenant, on constate que les cubains sont assez cultivés.

Régis : La plupart des cubains lisent le journal national *Granma*, qui alimente les discussions dans les rues.

Lors de notre séjour nous avons visité la « Foire du Livre » à la Havane. C'est un peu comme la fête de l'Huma à Paris. Autant de monde, des stands sur tous les sujets, de tous les pays, des conférences, des débats. Cette année, le Vénézuéla était à l'honneur. L'initiative se déroule sur cinq semaines et se déplace

Brigitte et Régis (au fond) en compagnie de quelques habitants du quartier.



Régis en compagnie d'un élu du CDR de quartier et de son fils artiste peintre.



dans trente quatre villes cubaines pour finir à Santiago. On y a vendu plus de quatre millions d'ouvrages. Les gens font la queue pour acheter les livres.

Brigitte : A Cuba, l'éducation fait partie des priorités. On ne trouvera jamais de classe à plus de 25 élèves. Et on peut dire que tous les jeunes peuvent faire des études. L'éducation spécialisée aussi est très développée : il y a un éducateur pour deux ou trois personnes handicapées. Une femme qui met au monde un enfant handicapé est payée par l'Etat toute sa vie pour pouvoir s'en occuper à plein temps. D'une façon générale, la santé est gratuite, pour les petits soins comme pour les soins importants, nous en avons fait l'expérience.

Chantiers : *Quel est le niveau de soutien de la population au régime ?*

Régis : On sent une différenciation entre le soutien à la révolution et à Fidel et le soutien au socialisme en tant que tel. Plus de 90% de la population soutient Fidel Castro et se disent « fidélistes ». Ceux qui soutiennent le socialisme sont entre 50 et 60%. Il y a beaucoup de gens qui n'ont pas connu le régime cubain d'avant la révolution. Joachim, notre hôte, qui a connu cette époque, soutient à fond le socialisme. Il y a aussi la télévision étrangère, américaine ou mexicaine, qui désoriente les gens et leur fait croire que dans les pays capitalistes, tout le monde vit comme ce qu'ils voient à la télé.

Cela dit, la télé leur donne aussi la possibilité de comparer leur niveau de vie à celui des populations des pays d'Amérique Latine et mesurent les progrès sociaux effectués dans leur propre pays.. C'est ce qui alimente le soutien populaire à la révolution.

La belle mère de Joachim, qui est couturière, appartient à la religion « santeria », une forme de catholicisme teinté de vaudou. Dans sa chambre, on trouve des amulettes avec Jésus Christ, mais aussi un portrait de Fidel, et il ne faut pas lui dire de mal de la révolution ! C'est une partisane fervente du socialisme et de Fidel. Comme

beaucoup d'autres, elle n'utilise pas sa religion pour lutter contre le régime. A Cuba, il n'y a aucune coercition contre les religions.

Chantiers : *Les attaques impérialistes contre Cuba, de propagande mais aussi paramilitaires, sont permanentes. Comment le peuple cubain se défend-il ?*

Régis : Dans chaque quartier, il y a un Comité de Défense de la Révolution (CDR). Ces comités sont composés de responsables élus, du quartier, chargés de la santé, de l'éducation, de la culture, de la défense, de l'idéologie, etc. Nous avons rencontré certains responsables dans le quartier où nous habitons, avec qui nous avons d'ailleurs sympathisé. Nous avons aussi rencontré des membres de la direction nationale des CDR.

A l'occasion d'un anniversaire national, on a même vu dans les quartiers où nous étions, des exercices de tir où des hommes et des femmes s'entraînaient sur des cibles ! Les habitants ne sont pas armés, mais apparemment, ces entraînements sont possibles à certains moments de l'année.

Chantiers : *D'un point de vue politique, quelle expérience tirez vous de votre séjour ?*

Régis : Nous avons compris qu'au delà de la solidarité matérielle dont a besoin le peuple cubain après 45 ans d'un blocus inhumain imposé par les USA, c'est encore plus de solidarité politique dont la révolution cubaine a besoin de la part des révolutionnaires français que nous sommes, et bien plus largement de tous ceux qui estiment qu'un autre monde que le capitalisme est possible.



Liban : L'Etat d'Israël doit être condamné par la communauté internationale et payer pour ses crimes

L'été, synonyme pour nombre d'entre nous, de repos et de vacances bien méritées, a été un enfer pour le peuple libanais.

Sous prétexte de l'enlèvement de deux de ses soldats par la résistance libanaise (enlèvement au demeurant réalisé en territoire libanais : qu'on nous explique ce que ces deux soldats israéliens faisaient là...), Israël et son armée de destruction massive, a attaqué militairement, noyant le Liban sous un déluge de fer et de feu, détruisant toutes ses infrastructures, tuant plus d'un millier de civils dont plus d'un tiers sont des enfants de moins de



douze ans. Et le bilan humain n'est que provisoire, puisque des bombes à uranium appauvri et à fragmentation ont été déversées sur ce pays.

Cependant, malgré sa force de frappe, son aviation, son armée d'élite, sa technologie sophistiquée, l'Etat colonialiste Israélien a été défait et n'a pas atteint l'objectif qu'il s'était fixé avec son commanditaire étasunien, à savoir vaincre le Hezbollah, ré-occuper le Sud Liban jusqu'au fleuve Litani et entraîner la Syrie et l'Iran dans un conflit globalisé. La résistance libanaise héroïque et l'unité du peuple libanais autour de sa résistance ont remporté une victoire éclatante sur le sioniste et l'impérialisme américain, le Hezbollah ayant réussi à s'imposer et à contenir l'invasion israélienne. Pour Israël, c'est un 2^{ème} échec,

puisqu'en 2000, harcelée depuis quinze ans par la résistance libanaise, son armée avait été obligée d'évacuer les positions qu'elle occupait au sud-Liban.

Le projet américain de Nouveau Moyen Orient battu en brèche

Que l'on ne s'y trompe pas. Nos médiemensonges, écœurants par leur lâcheté et leur soumission à la pensée sioniste, ont beau invoquer le droit d'Israël à se défendre, ils ne peuvent plus leurrer l'opinion. Car cette agression caractérisée a été bien planifiée, élément du puzzle que constitue le projet américain de redessiner le Moyen-Orient. En effet, les Etats-Unis ne supportent pas qu'une autre puissance régionale puisse rivaliser avec Israël, leur tête de pont. Dans la ligne de mire : l'Iran et la Syrie. Ainsi, l'assassinat de Rafic Hariri, imputé à la Syrie mais probablement l'œuvre du Mossad (services spéciaux israéliens) est certainement une autre pièce de ce puzzle. Pour les américains qui ont l'Iran en ligne de mire, une attaque frontale sur ce pays reste difficile à mettre en œuvre, son armée étant empêtrée dans les brouillards irakien et afghan. Par contre, ils escomptaient, et leur plan

d'ailleurs passé aux portes de l'Europe, en Yougoslavie. C'était d'ailleurs un des enjeux de cette agression sur le Liban, les Israéliens escomptant que les communautés libanaises se retournent contre le Hezbollah et la communauté Chiite et provoquer ainsi une nouvelle guerre civile au Liban. La maturité du peuple libanais multiconfessionnel a su ne pas tomber dans ce piège grossier. Ainsi, plus de 80% des chrétiens libanais ont apporté leur soutien au Hezbollah.



La légitime défense, un argument éculé

L'Etat d'Israël invoque systématiquement son droit à se défendre, et cet argument est toujours repris par les médias occidentaux. Un soldat israélien est enlevé en Palestine occupée (il s'agit donc bien d'un acte de résistance contre une force d'occupation) et c'est une répression sans nom qui s'abat sur le peuple palestinien. Ses députés sont kidnappés, le président de son parlement fait prisonnier, des ministres mêmes, sans parler des meurtres quotidiens dans les territoires perpétrés par l'armée coloniale. Qu'à cela ne tienne, la communauté internationale, la France en tête, est silencieuse... mais exige la libération sans conditions du soldat israélien. Mais que dit-on des milliers de prisonniers palestiniens et libanais, qui croupissent dans les geôles israéliennes depuis la guerre du Liban de 1982 pour certains, dans des geôles qui n'ont rien à envier au tristement célèbre pénitencier d'Abou Ghraïb ? Quand Israël sera-t-il donc mis au banc des nations pour crimes contre l'Humanité et sommé de réparer ?

Ce n'est certainement pas la résolution 1701, votée par l'ONU, qui va dans ce sens puisqu'elle est en faveur de l'agresseur sioniste. Israël ne s'y trompe

d'ailleurs pas, puisqu'il exige une application immédiate de cette résolution tout en violant le cessez-le-feu, à sa guise (Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU lui-même a recensé plus de 100 « violations » par Israël du cessez-le-feu en 3 semaines).. Oubliant par la même toutes les résolutions votées par l'ONU qu'il n'a jamais respecté et plus particulièrement la résolution 242 qui lui enjoint de libérer les territoires (dont Jérusalem) qu'ils occupent et de revenir aux frontières d'avant 1967.

L'Etat d'Israël doit payer pour ses crimes

Plus d'un millier de morts, des milliers de blessés, 2,5 milliards de dollars de dégâts matériels comprenant ponts, routes, infrastructures portuaires et aéroportuaires, usines, sans compter une marée noire causée par le déversement de 15000 tonnes de mazout : voici le triste bilan de l'agression israélienne perpétrée sur le Liban. Ce pays n'avait pas besoin de



a été déjoué, sur un engagement direct de la Syrie et éventuellement de l'Iran dans ce conflit afin de riposter et de régler ainsi à leur manière (comme ils l'ont fait en Irak), la « question » du nucléaire iranien.

A-t-on jamais demandé à Israël de rendre des comptes sur son programme nucléaire, alors qu'ils détiennent cette technologie, grâce notamment à la France, depuis la fin des années soixante ?

Redessiner le Moyen Orient pour les Etats-Unis, c'est avaliser l'expansionnisme d'Israël et terminer l'œuvre non accomplie en 1948, c'est-à-dire chasser tous les arabes palestiniens de cette région, en conservant le Golan syrien annexé en 1967 et en annexant le Liban jusqu'au fleuve Litani, car l'eau est aussi un enjeu majeur dans cette région.

Redessiner le Moyen Orient, c'est, selon le vieil adage du « diviser pour mieux régner », attiser les conflits inter-religieux et inter-ethniques comme actuellement en Irak (kurdes, sunnites, chiites), dépecer les anciens Etats pour les transformer en bantoustans, comme cela s'est

cela : il croulait déjà sous la dette (environ 22 milliards de dollars pour 3,5 millions d'habitants). Reconstruire ce pays, c'est enclencher un nouveau processus d'endettement, ce qui implique un appauvrissement substantiel de sa population et une dépendance accrue vis à vis de ses créanciers.

Le peuple libanais a suffisamment payé. Les palestiniens aussi. Israël doit être condamné par la communauté internationale pour crimes de guerre, qualificatif qu'Amnesty International a utilisé dans son rapport pour désigner les exactions commises par l'armée israélienne.

Israël doit être condamné à verser des dommages et intérêts aux libanais.

A lire...

LE MYTHE DE LA BONNE GUERRE

Jacques Pauwels. Editions AGONE

L'irruption des États-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale doit-elle être considérée comme une croisade contre la barbarie nazie, la lutte du Bien contre le Mal? Jacques Pauwels, historien canadien, brise le mythe. À ses yeux, les Américains étaient, en effet, loin d'être inintéressés par les ressources économiques et la dimension géostratégique des régions qu'ils allaient libérer. Ils débarquèrent donc avec une idéologie, des vues politiques, une conception des rapports sociaux à préserver et, bien entendu, avec l'idée qu'il fallait assurer les intérêts de leurs entreprises et du capitalisme américain. La crainte de l'expansion communiste et le désir d'en limiter les effets ne furent évidemment pas étrangers à cette philosophie interventionniste. Ce livre brise l'image d'Épinal du libérateur américain venant mourir sur les plages de Normandie dans un but uniquement philanthropique. Une contre-histoire de la Deuxième Guerre mondiale qui modifie radicalement notre vision du XXe siècle et offre un nouveau regard sur l'époque actuelle.

Jacques R. Pauwels (né à Gand, Belgique, en 1946) vit depuis 35 ans au Canada. Docteur en sciences politiques et en histoire, il a enseigné ces matières à l'Université de Toronto.



ABONNEZ-VOUS !

ABONNEZ VOS
AMIS !

Abonnement 10 euros
(6 numéros)

Chèque à l'ordre
de la Coordination Communiste

BP 51, 59007 LILLE CEDEX
coordcommuniste@numericable.fr



I.P.N.S

QUI SOMMES-NOUS ?

Nous sommes des militant-e-s agissant dans différents fronts (syndical, anti-impérialiste, anti-colonialiste, associatif,...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation ; la société communiste. Pour nous aider dans ce combat, nous nous appuyons sur la théorie marxiste-léniniste.

Organisé-e-s depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.

Lisez nos analyses, participez à nos actions, consultez les anciens numéros de notre journal, informez-vous sur notre cycle de formation marxiste-léniniste (un cours par mois)... en consultant notre site :

<http://coordin.communiste.free.fr>